

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIALUNRESTRICTED  
E/CN.4/54  
14 December 1947  
ORIGINAL: FRENCHCOMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

## DEUXIEME SESSION

1. Le Comité spécial des Communications, créé le 3 décembre 1947 par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, conformément aux suggestions du Conseil Economique et Social, s'est réuni le vendredi 12 décembre 1947 à Genève, sur la convocation de Madame E. ROOSEVELT, Président de la Commission.

Etaient présents à cette réunion:

(Etats-Unis) Madame ROOSEVELT, Présidente.  
(France) Le Président René CASSIN, chargé du rapport  
(Chili) M. le Sénateur CRUZ COKE  
(Liban) M. MALIK  
(U.R.S.S.) M. BOGOMOLOV, assisté du Professeur KOPIETZKY et représenté par lui en fin de séance.

Le Prof. HUMPHREY, Directeur de la Division des Droits de l'Homme, dirigeait le Secrétariat.

MANDAT.

2. Le mandat conféré par la Commission au Comité spécial, au cours de sa 26ème séance tenue à huis clos comprenait (document E/CN.4/AC - 5/1):

1° des attributions proposées par le Conseil Economique et Social dans sa résolution N° 75 (v) du 5 août 1947 (Doc.E/CN.4/27), savoir :

Passer en revue la liste confidentielle des communications concernant les droits de l'homme préparée par le Secrétaire Général (E/CN.4. R.I) et remise par lui à la Commission à huis clos,

et choisir parmi cette liste les communications traitant des principes qui sont à la base du respect universel des droits de l'homme, dont l'original devrait, conformément au paragraphe(5) de ladite résolution être mis à la disposition des membres de la Commission;

2° En plus de ces attributions, de soumettre un rapport sur la liste des communications ainsi que toutes recommandations qu'il estimerait appropriées.

#### DECISION.

3. Le Comité spécial, après avoir constaté que, dans la liste confidentielle des communications remise par le Secrétaire Général, figure un nombre important de celles-ci traitant des principes qui sont à la base du respect universel des Droits de l'Homme - a décidé

a) de transmettre immédiatement aux membres de la Commission l'analyse de ces communications préparée par le Secrétariat (Document E/CN.4/AC.5/2);

b) de demander à ceux-ci de bien vouloir envoyer leurs remarques et suggestions inspirées par cette analyse, au Comité ad hoc qui se réunira, en même temps que le Comité de rédaction, et avant la troisième session de la Commission des Droits de l'Homme.

#### RECOMMANDATIONS.

4. Le Comité spécial, ayant pris connaissance du passage du rapport adressé par la sous-commission pour l'abolition des discriminations et pour la protection des minorités à la Commission des Droits de l'Homme (E/CN.4/52) concernant les communications en la matière, propose à la Commission d'y donner suite par une résolution ainsi conçue qui serait adressée au Conseil économique et social:

"La Commission des Droits de l'Homme estime que la tâche de la sous-commission pour l'abolition des discriminations et la protection des minorités serait rendue plus aisée si le Conseil économique et social acceptait de modifier et d'étendre sa résolution du 5 août 1947, pour assurer aux membres de la sous-commission, par rapport aux communications intéressant la matière des discriminations et des minorités et sur demande de la Commission des Droits de l'Homme en chaque cas - les facilités dont jouissent les membres de la Commission".

5. Le Comité spécial a été conduit à constater que le régime actuel de la transmission des communications et pétitions, est peu satisfaisant pour les membres de la Commission eux-mêmes, étant donné que par ailleurs la Commission in corpore n'est habilitée à prendre aucune mesure au sujet de réclamations relatives aux droits de l'homme.

Le Comité suppose que bientôt l'oeuvre de la Commission étant plus avancée, le Conseil économique et social statuera sur les recommandations qu'il a demandé à la Commission de lui adresser,

concernant "les moyens pratiques d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales". A ce moment, une base existera qui permettra de régler le mode de communication et d'examiner des pétitions, sans une inégalité trop grande entre celles concernant des territoires sous tutelle et toutes les autres.

Mais, d'ores et déjà, le Comité spécial, tenant compte de l'expérience, suggère à la Commission de prendre en ce qui concerne quelques points urgents la résolution suivante:

"La Commission des Droits de l'Homme prie le Conseil économique et social de reconsidérer la procédure des communications relatives aux Droits de l'Homme organisée dans sa résolution du 5 août 1947 en ce qui concerne spécialement les points a) et b). Elle suggère que le Secrétaire général soit prié:

a) de dresser avant chaque session de la Commission deux listes des communications reçues qui concernent les droits de l'homme comprenant un bref aperçu de la teneur de chacune;

1) une liste non confidentielle de communications dans lesquelles les auteurs ont fait connaître qu'ils ont déjà publié ou entendent publier leur nom, ou qu'ils n'ont aucune objection à ce que leur nom soit publié,

2) une liste confidentielle qui sera communiquée à la Commission, à huis clos, sans divulguer l'identité des auteurs des communications.